

28 -06- 1999

09 -07- 1999

51.354 1008124

COMMISSION PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 27 MAI 1999 PORTANT ORGANISATION DES ACCORDS DE FORMATION ET D'EMPLOI DANS LA CONSTRUCTION POUR LES ANNEES 1999 ET 2000

Titre Ier - Dispositions générales

Chapitre 1 - Champ d'application, références et définitions

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail est conclue en exécution :

- de la section IV du chapitre II de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses ;
- de l'arrêté royal du 4 juin 1999 déterminant les conditions de forme auxquelles doivent satisfaire la convention collective de travail et l'accord relatifs à la formation et l'emploi ainsi que la procédure de consultation des travailleurs à respecter en cas d'établissement d'un accord relatif à la formation et l'emploi.

Article 2

La présente convention est également conclue en application :

- des dispositions de la loi du 17 mars 1987 et de la convention collective de travail n° 42 du 2 juin 1987, pour ce qui concerne les dispositions du chapitre 1^{er} du titre III ;
- de l'article 3 de la convention collective de travail n° 55 du 13 juillet 1993 instituant un régime d'indemnités complémentaires pour certains travailleurs âgés en cas de réduction des prestations de travail à mi-temps, pour ce qui concerne les dispositions du chapitre 3 du titre II.

Article 3

La présente convention est applicable aux employeurs et aux ouvriers des entreprises qui ressortissent à la commission paritaire de la construction.

Par ouvriers, on entend les ouvriers et les ouvrières.

Article 4

Pour l'application de la présente convention, on entend par « la convention-cadre du 15 mai 1997 », la convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire de la construction le 15 mai 1997 et portant organisation des régimes de promotion de l'emploi pour les années 1997 et 1998, modifiée par la convention collective de travail du 18 septembre 1997.

Article 5

La présente convention a pour objet :

- de modifier certains des régimes de formation et d'emploi qui sont organisés par la convention-cadre du 15 mai 1997 et dont l'application se poursuit jusqu'au 1^{er} juillet 2001 ;
- de prolonger, en les adaptant, certains des régimes de formation et d'emploi qui sont organisés par la convention-cadre du 15 mai 1997 et dont l'application a pris fin, en vertu de cette convention-cadre, le 31 décembre 1998 ;
- d'organiser de nouveaux régimes de formation et d'emploi et d'en définir les règles générales d'application ;
- de définir de nouvelles actions complémentaires en faveur de la promotion de l'emploi et de la formation.

Article 6

A l'exception des dispositions du chapitre 1^{er} du titre III, dont la mise en œuvre repose sur le suivi d'une procédure préalable d'adhésion, la présente convention est directement applicable dans les entreprises visées à l'article 3.

Article 7

§ 1^{er}. La présente convention modifie, prolonge ou instaure les régimes suivants de promotion de la formation et de l'emploi :

- le régime de l'apprentissage des jeunes ;
- le régime de l'apprentissage construction ;
- le régime du parrainage ;
- le régime du crédit-formation ;
- le régime de la formation planifiée ;
- le régime de la prépension mi-temps.

§ 2. La présente convention prolonge l'application des régimes complémentaires suivants de promotion de l'emploi :

- le régime sectoriel de la semaine de travail flexible ;
- le régime sectoriel du prêt de main-d'œuvre.

§ 3. La présente convention définit et organise les actions complémentaires suivantes en faveur de la promotion de la formation et de l'emploi :

- la valorisation des formations sectorielles et le développement de programmes spécifiques de formation ;
- les mesures spécifiques de soutien à l'insertion de « groupes à risques » spécifiques ;
- la promotion des régimes sectoriels de formation et d'emploi et la réorganisation des actions du Fonds de formation de la construction au plan local ;
- la détermination d'un cadre pour l'établissement d'un « pool construction » au sein du secteur.

Chapitre 2 - Règles générales de financement et d'organisation des régimes et actions complémentaires

Article 8

Sans préjudice de l'application de l'article 8 de la convention-cadre du 15 mai 1997, le financement des régimes et actions définis par la présente convention est assuré par les moyens propres du Fonds de formation de la construction.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le mode de financement déterminé à l'article 8 de la convention-cadre du 15 mai 1997 est étendu au régime de l'apprentissage des jeunes organisé en application des dispositions de la section 1 du chapitre 1^{er} du titre II de la présente convention.

Article 9

Le Conseil d'administration du Fonds de formation de la construction, statuant à l'unanimité des membres présents, peut décider d'étendre le mode de financement déterminé à l'article 8 de la convention-cadre du 15 mai 1997 à d'autres régimes ou actions définis par la présente convention.

La décision d'extension visée à l'alinéa 1^{er} ne peut pas porter préjudice au fonctionnement normal des régimes couverts par le mode de financement déterminé à l'article 8 de la convention-cadre du 15 mai 1997.

Article 10

L'application des dispositions des articles 10, 11 et 13 de la convention-cadre du 15 mai 1997 est prolongée durant la période d'application de la présente convention.

Titre II - Les régimes de promotion de l'emploi et de la formation

Chapitre 1 - La formation et emploi des jeunes

Section 1 - Le régime de l'apprentissage des jeunes

Article 11

L'apprentissage des jeunes est un régime spécifique d'apprentissage industriel organisé dans le cadre de la promotion de l'emploi des jeunes qui sont soumis à l'obligation scolaire à temps partiel.

L'accès au régime est réservé aux jeunes, visés à l'alinéa 1^{er}, qui, au moment de la conclusion du contrat d'apprentissage n'ont pas atteint l'âge de 18 ans.

Article 12

Le règlement d'apprentissage détermine, pour chacune des professions concernées, la durée de l'apprentissage.

Sous-section 1 - La période de préapprentissage

Article 13

Préalablement à la conclusion du contrat d'apprentissage visé à l'article 18, le Fonds de formation de la construction conclut une convention de préformation avec le jeune visé à l'article 11, qui répond aux critères déterminés par l'article 4 de l'arrêté royal du 19 août 1998 fixant le maximum de l'indemnité d'apprentissage applicable aux apprentis dont le contrat d'apprentissage est régi par la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés.

Article 14

La convention de préformation visée à l'article 13 a pour objet de déterminer les modalités de la formation du jeune durant une période de préapprentissage, dont la durée est fixée à trois mois.

La formation durant la période de préapprentissage est répartie comme suit :

- une formation générale d'une durée d'un mois dans un centre CEFA ;
- une formation pratique d'une durée de deux mois dans un centre de formation agréé par le Fonds de formation de la construction.

Le règlement d'apprentissage peut étendre le contenu de la convention de préformation à d'autres mentions qu'il détermine.

Article 15

La formation durant la période de préapprentissage doit être organisée de manière à permettre au jeune d'exercer un choix définitif quant au métier à apprendre et d'atteindre le seuil minimum requis pour l'apprentissage du métier choisi.

Article 16

Pendant la période de préapprentissage, le jeune perçoit une indemnité, dont le montant mensuel, variable selon l'âge du jeune au moment de la conclusion de la convention de préformation, visée à l'article 13, est établi conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté royal précité du 19 août 1998.

Le Fonds de formation de la construction prend en charge le paiement des indemnités visées à l'alinéa 1^{er}.

Une annexe au règlement d'apprentissage mentionne, par catégorie d'âge du jeune, le montant de l'indemnité mensuelle établi conformément aux dispositions du présent article ; cette annexe est mise à jour lors de chaque adaptation du revenu mensuel moyen minimum garanti, visé à l'article 3, b de l'arrêté royal précité du 19 août 1998.

Article 17

La période de préapprentissage n'est pas prise en compte pour le calcul des durées minimales et maximales de l'apprentissage, visées à l'article 12.

Sous-section 2 - La période d'apprentissage

Article 18

Le contrat d'apprentissage, conclu pour la durée de l'apprentissage définie par le règlement d'apprentissage, est signé par le jeune visé à l'article 11, l'employeur et le Fonds de formation de la construction.

Le contrat d'apprentissage est établi par écrit et comporte les mentions reprises dans le modèle de contrat joint en annexe au règlement d'apprentissage.

La période d'essai à inscrire dans le contrat d'apprentissage est de trois mois, dont au moins deux mois de formation pratique en entreprise.

Par dérogation à la disposition de l'alinéa 3, la période d'essai à inscrire dans le contrat d'apprentissage du jeune qui a suivi la période de préapprentissage,

déterminée par la sous-section 1, est d'un mois. Cette période d'essai doit coïncider avec une période de formation pratique en entreprise.

Article 19

La période d'apprentissage comporte une formation pratique en entreprise et une formation théorique dans un CEFA qui est lié au Fonds de formation de la construction par une convention spécifique, dont les mentions sont déterminées par le règlement d'apprentissage.

Le règlement d'apprentissage détermine également la durée et l'alternance des périodes de formations théorique et pratique.

Article 20

La formation pratique de l'apprenti est confiée à un travailleur qualifié de l'entreprise qui agit en qualité de responsable de la formation.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'employeur est le responsable de la formation dans les cas où :

- l'entreprise n'occupe pas de travailleur ;
- aucun travailleur de l'entreprise ne dispose de la qualification nécessaire ou ne souhaite exercer la fonction de responsable de la formation.

Article 21

Le montant de l'indemnité mensuelle que l'employeur paie à l'apprenti durant la période d'apprentissage est établi conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté royal précité du 19 août 1998.

Une annexe au règlement d'apprentissage mentionne, par catégorie d'âge du jeune, le montant de l'indemnité mensuelle établi conformément aux dispositions du présent article ; cette annexe est mise à jour lors de chaque adaptation du revenu mensuel moyen minimum garanti visé à l'article 3, b de l'arrêté royal précité du 19 août 1998.

Article 22

Durant la période d'apprentissage, l'apprenti bénéficie de l'octroi de primes d'encouragement qui lui sont payées par le Fonds de formation de la construction aux échéances suivantes :

- à l'expiration du 6^e mois de la période : une prime de 10.000 BEF ;
- à l'expiration du 12^e mois de la période : une prime de 15.000 BEF ;
- à l'expiration du 18^e mois de la période : une prime de 20.000 BEF ;
- à l'expiration du 24^e mois de la période : une prime de 25.000 BEF.

Ces primes d'encouragement couvrent également certains frais exposés par l'apprenti durant la période d'apprentissage.

Article 23

L'employeur est tenu d'engager, dans les liens d'un contrat de travail conclu pour une durée indéterminée, l'apprenti qui, au terme de la période d'apprentissage, a réussi l'épreuve finale déterminée par le règlement d'apprentissage.

Article 24

Le jeune travailleur qui a réussi l'épreuve finale, déterminée par le règlement d'apprentissage, a droit, au moment de son engagement dans une entreprise visée à l'article 3, au salaire de la catégorie II du barème des jeunes ouvriers.

Le pourcentage applicable au calcul du salaire visé à l'alinéa 1^{er} est déterminé en tenant compte de l'ancienneté acquise durant la période d'apprentissage.

Sous-section 3 - Dispositions communes

Article 25

Le règlement d'apprentissage et, le cas échéant, une convention collective de travail distincte arrêtent les dispositions en matière d'apprentissage qui n'ont pas été réglées par la présente section.

Le règlement d'apprentissage peut également préciser la nature des interventions de la délégation syndicale dans le cadre de l'application du régime de l'apprentissage des jeunes dans l'entreprise.

Le règlement d'apprentissage peut également étendre l'application des dispositions de la sous-section 1 aux jeunes, visés à l'article 11, qui n'ont pas suivi l'enseignement construction. Le règlement précise que l'extension précitée se fait moyennant l'accord individuel des jeunes concernés.

Article 26

Les dispositions de la présente section sont applicables aux conventions de préformation, visées à l'article 13, qui sont conclues à partir du 1^{er} juillet 1999 et aux contrats d'apprentissage, visés à l'article 18, qui sont conclus à partir du 1^{er} septembre 1999.

Section 2 - Le régime de l'apprentissage construction

Article 27

§ 1^{er}

Les dispositions de la section 1 du chapitre 1^{er} du titre II de la convention-cadre du 15 mai 1997 relatives à l'organisation du régime de l'apprentissage construction sont modifiées comme suit :

- A l'article 15 :
 - à l'alinéa 1^{er} : les mots « âgés de 18 à 21 ans » sont remplacés par les mots « âgés de 18 à 23 ans » ;
 - un alinéa 3, libellé comme suit, est ajouté : « Le comité paritaire d'apprentissage peut octroyer des dérogations individuelles à l'interdiction de conclure un contrat d'apprentissage au-delà de l'âge de 23 ans ».
- A l'article 16 : les mots « une durée minimale de 18 mois » sont remplacés par les mots « une durée minimale de 6 mois ».
- A l'article 17, alinéa 1^{er} : les mots « et le Fonds de formation de la construction » sont remplacés par les mots « le Fonds de formation de la construction et le centre de formation ».
- A l'article 18 : les mots « ou lorsque l'employeur n'occupe pas encore de travailleurs » sont ajoutés à la fin de l'alinéa 2.
- A l'article 21 : le texte de l'article est supprimé.
- A l'article 23 : les mots « le montant de l'indemnité due à l'apprenti » et les mots « le montant de l'intervention financière éventuelle du Fonds de formation de la construction durant les périodes de formation théorique de l'apprenti » sont supprimés.

ii

La convention collective de travail du 18 juillet 1997 portant exécution du régime d'apprentissage construction est modifiée comme suit :

- les alinéas 2 et 3 de l'article 4 sont supprimés et remplacés par la disposition suivante : « Sur proposition du Fonds de formation de la construction, le comité paritaire d'apprentissage se prononce sur les mesures à adopter en cas d'évaluation négative de la formation pratique en entreprise » ;
- les articles 7, 10, 11 et 21 sont supprimés ;
- à l'article 15, alinéa 2, les mots « inférieure à 18 mois » sont remplacés par les mots « inférieure à 6 mois ».

§ 3

Les dispositions des articles 28 à 37 de la présente convention, celles des articles 14 à 23 de la convention-cadre du 15 mai 1997, telle que modifiée par le § 1^{er}, et celles de

la convention précitée du 18 juillet 1997, telle que modifiée par le § 2, constituent ensemble le cadre normatif du régime d'apprentissage construction.

Sous-section 1 - La période de préapprentissage

Article 28

Préalablement à la conclusion du contrat d'apprentissage visé à l'article 17 de la convention-cadre du 15 mai 1997, le Fonds de formation de la construction conclut une convention de préformation avec le jeune visé à l'article 15 de la convention-cadre précitée, qui répond aux critères déterminés par l'article 4 de l'arrêté royal précité du 19 août 1998.

Article 29

La convention de préformation visée à l'article 28 a pour objet de déterminer les modalités de la formation du jeune durant une période de préapprentissage, dont la durée est fixée à trois mois.

La formation durant la période de préapprentissage comporte une formation générale d'une durée d'un mois et une formation pratique d'une durée de deux mois dans le centre de formation agréé par le Fonds de formation de la construction.

Le règlement d'apprentissage peut étendre le contenu de la convention de préformation à d'autres mentions qu'il détermine. Il peut également modifier la répartition des formations visées à l'alinéa 2.

Article 30

La formation durant la période de préapprentissage doit être organisée de manière à permettre au jeune d'exercer un choix définitif quant au métier à apprendre et d'atteindre le seuil minimum requis pour l'apprentissage du métier choisi.

Article 31

Pendant la période de préapprentissage, le jeune perçoit une indemnité, dont le montant mensuel, variable selon l'âge du jeune au moment de la conclusion du contrat d'apprentissage visé à l'article 17 de la convention-cadre du 15 mai 1997 est établi conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté royal précité du 19 août 1998.

Le Fonds de formation de la construction prend en charge le paiement des indemnités visées à l'alinéa 1^{er}.

Une annexe au règlement d'apprentissage mentionne, par catégorie d'âge du jeune, le montant de l'indemnité mensuelle établi conformément aux dispositions du présent

article; cette annexe est mise à jour lors de chaque adaptation visée à l'article 3, b de l'arrêté royal précité du 19 août 1998.

Article 32

Pendant la période de préapprentissage, le jeune bénéficie de l'octroi d'une prime mensuelle de formation de 5.000 BEF qui lui est payée par le Fonds de formation de la construction.

Cette prime de formation couvre également certains frais exposés par le jeune durant la période de préapprentissage.

Article 33

La période de préapprentissage n'est pas prise en compte pour le calcul des durées minimale et maximale de l'apprentissage construction, déterminées à l'article 16 de la convention-cadre du 15 mai 1997.

Sous-section 2 - La période d'apprentissage

Article 34

Le montant de l'indemnité mensuelle que l'employeur paie à l'apprenti durant la période d'apprentissage est établi conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté royal précité du 19 août 1998.

Une annexe au règlement d'apprentissage mentionne, par catégorie d'âge de l'apprenti, le montant de l'indemnité mensuelle établi conformément aux dispositions du présent article; cette annexe est mise à jour lors de chaque adaptation visée à l'article 3, b de l'arrêté royal précité du 19 août 1998.

Article 35

Durant la période d'apprentissage, l'apprenti bénéficie de l'octroi de primes mensuelles d'apprentissage qui lui sont payées par le Fonds de formation de la construction selon les modalités suivantes :

- pendant les douze premiers mois de la période : une prime mensuelle de 10.000 BEF ;
- du 13^e au 18^e mois de la période : une prime mensuelle de 15.000 BEF ;
- du 19^e au 24^e mois de la période : une prime mensuelle de 18.000 BEF.

Ces primes d'apprentissage couvrent également certains frais exposés par l'apprenti durant la période d'apprentissage ainsi que les indemnités éventuelles, autre que

l'indemnité d'apprentissage, dues à l'apprenti en application des dispositions du règlement d'apprentissage.

Article 36

Le jeune travailleur qui a réussi l'épreuve finale déterminée par le règlement d'apprentissage, a droit, au moment de son engagement dans une entreprise visée à l'article 3, au salaire de la catégorie II du barème des jeunes ouvriers.

Le pourcentage applicable au calcul du salaire visé à l'alinéa 1^{er} est déterminé en tenant compte de l'ancienneté acquise durant la période d'apprentissage.

Sous-section 3 - Dispositions communes

Article 37

Le règlement d'apprentissage et, le cas échéant, une convention collective de travail distincte arrêtent les dispositions en matière d'apprentissage qui n'ont pas été réglées par la présente section, par la section 1 du chapitre 1^{er} du titre II de la convention - cadre du 15 mai 1997 ou par la convention du 18 juillet 1997 portant exécution du régime d'apprentissage construction.

Le règlement d'apprentissage peut également préciser la nature des interventions de la délégation syndicale dans le cadre de l'application du régime de l'apprentissage construction dans l'entreprise.

Article 38

Les dispositions de la présente section sont applicables aux conventions de préformation, visées à l'article 28, qui sont conclues à partir du 1^{er} juillet 1999, et aux contrats d'apprentissage visés à l'article 17 de la convention-cadre du 15 mai 1997 qui sont conclus à partir du 1^{er} septembre 1999.

Section 3 - Le régime du parrainage

Article 39

Les dispositions de la section 2 du chapitre 1^{er} du titre II de la convention-cadre du 15 mai 1997 et la convention collective de travail du 18 juillet 1997 portant exécution du régime du parrainage, telles que ces dispositions et convention sont modifiées par les dispositions de la présente section, sont prolongées pendant la période d'application de la présente convention.

Article 40

L'article 31 de la convention-cadre du 15 mai 1997 est remplacé par la disposition suivante :

« Durant la période d'application du régime du parrainage :

1°. Le salaire du jeune travailleur est déterminé par application de la catégorie III du barème des jeunes.

2°. L'employeur bénéficie d'une prime d'un montant annuel de 100.000 BEF par jeune travailleur et par parrain visé à l'article 27. Une convention collective de travail distincte détermine les montants de la prime annuelle applicables dans le cas où un seul parrain assure l'encadrement et la formation de plusieurs jeunes travailleurs.

Au terme de la période d'application du régime du parrainage, le salaire du jeune travailleur reste déterminé par application de la catégorie III du barème des jeunes, étant entendu que la période de parrainage est prise en considération pour le calcul de l'ancienneté du jeune dans l'entreprise ».

Article 41

Les modifications suivantes sont apportées aux dispositions de la convention du 18 juillet 1997 portant exécution du régime du parrainage :

- A l'article 3 :
 - à l'alinéa 1^{er}, 3°: les mots « de plus de 21 ans » sont remplacés par les mots « de plus de 23 ans » ;
 - à l'alinéa 2 : les mots « de plus de 23 ans » sont remplacés par les mots « de plus de 25 ans ».
- A l'article 11 :
 - un deuxième alinéa, libellé comme suit, est ajouté : « L'employeur est tenu de remplacer le parrain qui est absent de l'entreprise pendant une période continue de plus de six semaines et d'en informer le Fonds de formation de la construction ».
- A l'article 27 :
 - la disposition de l'article 27 est supprimée.

Article 42

Les articles 24 à 33 de la convention-cadre du 15 mai 1997 et les dispositions de la convention collective de travail du 18 juillet 1997 portant exécution du régime du parrainage restent applicables, dans leurs dispositions d'origine - à l'exception du remboursement de la cotisation de sécurité d'existence visé à l'article 31, 2° de la convention-cadre précitée - , aux contrats de travail comportant une clause de parrainage qui sont conclus au cours de la période du 1^{er} janvier 1999 au 31 mai 1999.

Les dispositions de la présente section sont applicables aux contrats de travail comportant une clause de parrainage qui sont conclus à partir du 1^{er} juin 1999.

Chapitre 2 - Les régimes de formation et d'emploi des travailleurs

Section 1 - Le régime du crédit formation

Article 43

Les dispositions suivantes de la convention-cadre du 15 mai 1997 sont adaptées comme suit :

- l'alinéa 2 de l'article 35 est supprimé et remplacé par la disposition suivante : « Le décompte annuel des heures utilisées est établi sur la période allant du 1^{er} septembre au 31 août de l'année suivante » ;
- l'article 40 est supprimé.

Article 44

Les modifications suivantes sont apportées à la convention collective de travail du 18 septembre 1997 portant exécution du régime du crédit-formation :

- à l'article 5 : un deuxième alinéa, libellé comme suit, est ajouté : « Au moment de la remise du projet d'application du crédit-formation, visée à l'alinéa 1^{er}, la délégation syndicale signe et remet à l'employeur un accusé de réception » ;
- à l'article 7 : un deuxième alinéa, libellé comme suit, est ajouté : « L'employeur communique également au Fonds de formation de la construction une copie de l'accusé de réception signé par la délégation syndicale, conformément aux dispositions de l'article 5 » ;
- à l'article 17 : un 3^e alinéa, libellé comme suit, est ajouté : « Les modules de formation visés à l'alinéa 1^{er} ont une durée maximale de 12 heures et peuvent être imputés à raison de 80.000 heures maximum sur le crédit annuel de 400.000 heures déterminé par l'article 34 de la convention-cadre du 15 mai 1997 » ;
- sous la section 4 :
 - l'intitulé « section 4 - le crédit supplémentaire » est supprimé ;
 - les articles 19 à 24 sont supprimés.

Article 45

Les dispositions de la présente section sont applicables aux projets d'application du crédit-formation, visés à l'article 7 de la convention précitée du 18 septembre 1997, qui sont introduits par les entreprises à partir du 1^{er} juin 1999.

Les dispositions de la présente section ne portent pas préjudice à l'application du régime du crédit supplémentaire dans les entreprises qui ont acquis un droit à l'application de ce régime au plus tard à la date du 30 mai 1999.

Section 2 - Le régime de la formation planifiée

Article 46

Le régime de la formation planifiée a pour objet de promouvoir la formation permanente des ouvriers par l'adoption de plans de formation au sein des entreprises visées à l'article 3 de la présente convention.

Le régime de la formation planifiée a également pour but d'accroître l'efficacité de la programmation et de l'organisation des formations agréées par le Fonds de formation de la construction.

Article 47

Tenant compte des besoins collectifs de l'entreprise en matière de formation des ouvriers, le plan de formation, visé à l'article 46, détermine :

- les types de métiers ou de fonctions exercés dans l'entreprise, pour lesquels un besoin de formation se manifeste ;
- le nombre de travailleurs, par type de métier ou de fonction, concernés par le plan de formation ;
- les programmes et le nombre d'heures de formation pour chacun des métiers ou fonctions distincts visés par le plan ;
- les moments de la période annuelle prévus pour l'application des divers programmes de formation.

Chaque programme de formation déterminé par le plan de formation de l'entreprise a une durée minimale de 32 heures et une durée maximale de 180 heures. Les programmes de formation doivent se rapporter aux tâches qui sont exécutées dans l'entreprise et relever des catégories de formations reconnues par le Fonds de formation de la construction.

L'ensemble des programmes de formation déterminé par le plan de formation ne peut excéder une durée de 180 heures par travailleur et par année débutant le 1^{er} septembre et se terminant le 31 août de l'année civile suivante.

Article 48

Par dérogation à l'article 47, alinéa 2, le programme de formation peut se rapporter, en tout ou en partie, à la formation en matière de santé, sécurité et hygiène des travailleurs, pour autant que :

- ce programme aie une durée minimale de 40 heures ;
- le module de formation en matière de santé, sécurité et hygiène relève des catégories de formations agréées par le Fonds de formation de la construction, après avis du Comité national d'action pour la sécurité dans la construction (CNAC) ;

- C4
- le module de formation en matière de santé, sécurité et hygiène soit donné dans un centre de formation agréé par le Fonds de formation professionnelle de la construction.

Article 49

Sans préjudice du droit d'initiative reconnu aux travailleurs ou à leurs représentants, l'établissement d'un plan de formation dans l'entreprise relève du pouvoir d'appréciation de l'employeur.

L'employeur et la délégation syndicale de l'entreprise arrêtent, de commun accord, le contenu du plan de formation, tel que défini à l'article 47 et à l'article 53. Le plan est adopté lorsqu'il est signé par l'employeur, ou son représentant, et par les membres de la délégation syndicale.

Dans les entreprises où il n'existe pas de délégation syndicale, l'employeur informe les travailleurs en leur communiquant une copie du projet de plan de formation et en mettant à leur disposition un registre d'observations.

Les travailleurs adressent leurs observations à l'employeur, par le biais du registre tenu à cet effet, dans les dix jours ouvrables qui suivent la communication du projet.

Article 50

Le plan de formation adopté dans l'entreprise, conformément aux dispositions de l'article 49 doit être approuvé par le bureau exécutif du FFC-région compétent, selon la procédure déterminée par le règlement d'application du régime de la formation planifiée visé à l'article 53.

Les plans de formation des entreprises sont soumis à la procédure d'approbation, visée à l'alinéa 1^{er}, par l'intermédiaire des organisations patronales ou syndicales représentées au sein du FFC-région.

Article 51

L'ouvrier concerné par l'application du régime de la formation planifiée dans l'entreprise a droit, à charge de l'employeur, au paiement de sa rémunération normale pour les heures de formation dispensées en application du régime.

Le système sectoriel de « remboursement-subrogation » visé à l'article 99 de la convention-cadre du 15 mai 1997 est applicable au régime de la formation planifiée mis en œuvre conformément aux dispositions de la présente section.

L'employeur qui bénéficie de l'application du système sectoriel mentionné à l'alinéa 1^{er}, a droit à un paiement anticipé des sommes dues en application de ce système. Les modalités du régime de versement anticipé sont déterminées par le règlement d'application du régime de la formation planifiée visé à l'article 53.

Article 52

Le Fonds de formation de la construction est chargé de l'organisation et du contrôle de l'application du régime de la formation planifiée.

Le Fonds détermine, à l'intention des petites et moyennes entreprises, des modèles de programme de formation pouvant être insérés dans les plans de formation adoptés au sein de ces entreprises.

Article 53

Les entreprises visées à l'article 3 peuvent accéder aux régimes des formations programmées des régions FFC par l'adoption d'un plan de formation simplifié.

Le plan de formation simplifié est établi pour la durée de la formation programmée. Ce plan mentionne les métiers ou fonctions concernés par la formation, le nombre de travailleurs participant à la formation et la période au cours de laquelle cette formation sera donnée.

Les dispositions des articles 47 et 51, alinéa 3, ne sont pas applicables aux plans de formation simplifiés.

Article 54

Le Conseil d'administration du Fonds de formation de la construction approuve le règlement d'application du régime de la formation planifiée.

Ce règlement porte exécution des articles 50 et 51 et détermine les modalités particulières de fonctionnement du régime de la formation planifiée. Il mentionne également les conditions d'agrément des centres de formation chargés de la mise en œuvre des programmes de formation.

Article 55

Les dispositions de la présente section entrent en vigueur le 1^{er} septembre 1999.

Chapitre 3 - Le régime de la prépension à mi-temps

Article 56

L'application des articles 52 à 56 de la convention-cadre du 15 mai 1997 est prolongée durant la période d'application de la présente convention.

Article 57

Le Fonds de sécurité d'existence des ouvriers de la construction est chargé du contrôle de l'application des dispositions visées à l'article 56.

L'employeur est tenu de communiquer au Fonds, visé à l'alinéa 1^{er}, tous les éléments nécessaires au calcul du montant des indemnités complémentaires dues à l'ouvrier qui accède au régime de la prépension à mi-temps.

Titre III - Les régimes complémentaires de promotion de l'emploi**Chapitre 1 - Le régime sectoriel de la semaine de travail flexible****Article 58**

L'application des dispositions de la section 1 du chapitre 1^{er} du titre III de la convention-cadre du 15 mai 1997 est prolongée durant la période d'application de la présente convention.

Article 59

L'application de la convention collective de travail du 18 septembre 1997 portant exécution du régime sectoriel de la semaine de travail flexible, telle que complétée par les dispositions du présent chapitre, est prolongée durant la période d'application de la présente convention.

Article 60

Un deuxième alinéa, libellé comme suit, est ajouté à l'article 14 de la convention précitée du 18 septembre 1997 :

« A partir du 1^{er} octobre 1999, le montant de l'avantage spécifique visé à l'alinéa 1^{er} est adapté en fonction des dispositions de la convention collective de travail du 27 mai 1999 modifiant et prolongeant les conventions collectives visées au même alinéa 1^{er} ».

Article 61

Une section 6 bis, comportant les articles 21 à 23, libellés comme suit, est ajoutée au texte de la convention précitée du 18 septembre 1997 :

« Section 6 bis - Dispositions complémentaires applicables aux adhésions introduites à partir du 1^{er} janvier 1999

Article 21

Pour l'application des articles 17 et 18 aux actes et conventions d'adhésion introduits à partir du 1^{er} janvier 1999, la date du 30 juin 2000, visée à l'article 17, est remplacée par la date du 30 juin 2002 et la date du 1^{er} décembre 1998, visée à l'article 18, est remplacée par la date du 1^{er} décembre 2000.

Article 22

Par dérogation à l'article 19, alinéa 2, l'employeur utilise, à partir du 1^{er} juillet 1999, les formulaires d'adhésion adaptés aux dispositions de la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000, dont les modèles sont joints en annexe à la présente convention.

Article 23

Par dérogation à l'article 20, alinéa 2, la présente convention reste d'application jusqu'au 31 décembre 2001 pour toutes les adhésions introduites après le 1^{er} janvier 1999 et approuvées avant le 2 décembre 2000. »

Chapitre 2 - Le régime sectoriel du prêt de main-d'œuvre

Article 62

L'article 16 de la convention collective de travail du 30 avril 1998 relative à la mise à disposition de personnel est remplacé par la disposition suivante :
« La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} mai 1998 et prend fin le 30 avril 2001 ».

Titre IV - Les actions complémentaires en faveur de la promotion de l'emploi et de la formation

Chapitre 1 - La valorisation des formations sectorielles et le développement de programmes spécifiques de formation

Section 1 - L'introduction d'un passeport de formation

Article 63

L11

Le Fonds de formation de la construction délivre un passeport de formation aux ouvriers des entreprises visées à l'article 3 qui ont suivi une formation agréée par le Fonds de formation professionnelle de la construction.

Le passeport de formation mentionne notamment le type et la durée des formations suivies ainsi que les périodes et endroits où les formations ont été dispensées.

Article 64

Le Conseil d'administration du Fonds de formation de la construction arrête le modèle du passeport de formation. Ce conseil détermine également les modalités complémentaires de délivrance du passeport de formation.

Le passeport de formation est introduit à partir du 1^{er} octobre 1999.

Section 2 - La formation des travailleurs non qualifiés

Article 65

Le Fonds de formation de la construction établit des modules spécifiques de formation adaptés aux ouvriers des entreprises visées à l'article 3 qui ne disposent d'aucune qualification professionnelle.

Le Conseil d'administration du Fonds se prononce sur la nature et la durée des modules spécifiques visées à l'alinéa 1er. Les modules spécifiques de formation peuvent être utilisés à partir du 1^{er} septembre 1999.

Section 3 - Les formations hivernales

Article 66

L'employeur qui prend l'initiative du recours au régime des formations hivernales, dont la mise en œuvre est coordonnée par le Fonds de formation de la construction, ne peut bénéficier de l'application de ce régime qu'après épuisement du droit de l'entreprise à l'application du régime du crédit-formation.

Section 4 - Les primes à l'emploi ou à la formation

Article 67

L'application de la convention collective de travail du 15 mai 1997 relative à l'octroi d'une prime à l'emploi ou à la formation aux employeurs de la construction et à leurs

ouvriers, telle que modifiée par les dispositions de la présente section, est prolongée pendant la période d'application de la présente convention.

Article 68

Les dispositions de la convention du 15 mai 1997, mentionnée à l'article 67, sont modifiées comme suit :

- A l'article 11 :
 - un deuxième alinéa, libellé comme suit, est ajouté : « Les formations de perfectionnement visées à l'alinéa 1^{er} doivent se rapporter à l'activité que les ouvriers concernés exercent, ou sont susceptibles d'exercer, dans l'entreprise qui les occupe ».
- A l'article 12 :
 - le montant de 800 BEF mentionné à l'alinéa 1^{er} est remplacé par le montant de 3.000 BEF.
- A l'article 13 :
 - le montant de 200 BEF mentionné à l'alinéa 1^{er} est remplacé par le montant de 1.000 BEF.
- A l'article 14 :
 - la deuxième phrase de l'article 14 est supprimée ;
 - un deuxième alinéa, libellé comme suit, est ajouté : « Le Conseil d'administration du Fonds de formation de la construction détermine les modalités d'introduction de la demande de prime ainsi que les éventuels documents à joindre à cette demande ».
- A l'article 15 :
 - un deuxième alinéa, libellé comme suit, est ajouté : « Ce Conseil peut également décider de limiter le paiement des primes visées aux articles 12 et 13 à un plafond, établi par année et par ouvrier visé à l'article 11, dont il fixe le montant ».
- Les articles 16 à 20 et l'intitulé du chapitre 4 sont supprimés.

Article 69

Les modifications mentionnées à l'article 68 sont applicables aux demandes de primes se rapportant aux cycles de formation qui ont débuté à partir du 1^{er} août 1999.

Chapitre 2 - Les actions en faveur de groupes à risques spécifiques

Article 70

Les efforts en faveur des « groupes à risques construction », entrepris en application des conventions successives relatives à l'insertion durable, la réinsertion et la formation professionnelle des groupes à risques, seront poursuivis durant la période d'application de la présente convention.

Les efforts visés à l'alinéa 1^{er} portent principalement sur l'insertion des jeunes peu ou non qualifiés, sur la formation des travailleurs peu qualifiés et sur le développement d'actions de partenariat avec les réseaux d'enseignement.

La convention collective de travail du 27 mai 1999 relative à l'insertion, la réinsertion et la formation professionnelle des groupes à risques durant la période 1999-2000, précise le contenu des efforts, visés aux alinéas précédents.

Article 71

Au cours de la période d'application de la présente convention, des efforts supplémentaires seront développés en faveur des catégories spécifiques suivantes des « groupes à risques construction » :

- les personnes en situation de formation par le travail ou d'insertion dans des entreprises relevant du domaine de l'économie sociale ;
- les chômeurs de longue durée qui suivent une formation de base construction.

Les dispositions du présent chapitre déterminent les principes généraux des actions à entreprendre en faveur des catégories spécifiques, visées à l'alinéa 1^{er} ; ces principes sont mis en œuvre par les dispositions de la convention collective de travail visée à l'article 70, alinéa 3.

Section 1 - Les actions dans le domaine de l'économie sociale

Article 72

Les actions à développer en application de la présente section ont pour objet de stimuler et d'organiser la transition des personnes en situation de formation ou d'insertion dans des projets relevant de l'économie sociale, ci-après dénommées « les stagiaires en formation ou insertion », vers une formation professionnelle complète du secteur de la construction et vers l'emploi dans une entreprise visée à l'article 3.

Le Fonds de formation de la construction coordonne les actions qui répondent à l'objectif de transition défini à l'alinéa 1^{er}.

Article 73

Les actions de transition, visées à l'article 72, doivent être conçues et organisées en tenant compte des différences de niveaux de formation ou de préformation au sein des groupes de stagiaires en formation ou insertion.

Le Conseil d'administration du Fonds de formation professionnelle de la construction détermine la nature des actions de transition précitées, en tenant compte de l'objectif défini à l'article 72.

Article 74

Les actions de transition organisées en application de la présente section sont applicables aux stagiaires en formation ou insertion dans une institution d'économie sociale qui a conclu une convention de collaboration avec le Fonds de formation professionnelle de la construction.

La convention, visée à l'alinéa 1^{er}, détermine notamment les obligations qui s'imposent au promoteur du projet d'économie sociale dans le cadre de sa participation active à la réalisation de l'objectif de transition poursuivi par la convention de collaboration.

La convention visée à l'alinéa 1^{er} est soumise à l'approbation du Conseil d'administration du Fonds de formation professionnelle de la construction, sur avis unanime du bureau exécutif de la région F.F.C. compétente.

Section 2 - L'aide à la formation des chômeurs de longue durée

Article 75

L'action développée en application de la présente section a pour objet de promouvoir la transition des chômeurs de longue durée, visés à l'article 76, vers un emploi dans une entreprise visée à l'article 3.

Article 76

Les chômeurs de longue durée concernés par l'application de la présente section sont les demandeurs d'emploi en chômage depuis 6 mois au moins qui ont suivi avec succès une formation de base construction de 300 heures minimum auprès d'un centre de formation agréé par le Fonds de formation de la construction.

Article 77

Le Fonds de formation de la construction octroie au centre de formation agréé précité une prime de transition de 10.000 BEF par chômeur de longue durée, visé à l'article 76, qui est engagé dans une entreprise, visée à l'article 3.

La convention collective de travail mentionnée à l'article 70, alinéa 3, précise les modalités d'octroi de la prime de transition, visée à l'alinéa 1^{er}.

Article 78

Le régime de la prime de transition déterminé par l'article 77 est applicable à partir du 1^{er} septembre 1999.

Chapitre 3 - La promotion des régimes sectoriels de formation et d'emploi et la réorganisation des actions du Fonds de formation de la construction au plan local

Section 1 - La nouvelle organisation des cellules régionales du Fonds de formation de la construction

Article 79

Pour l'exécution des nouvelles missions visées à l'article 80 § 2, le Conseil d'administration du Fonds de formation de la construction est chargé de regrouper les cellules régionales du Fonds, ci-après dénommées « les régions FFC » en unités disposant d'une compétence territoriale plus étendue.

Ces unités, ci-après dénommées « les régions FFC regroupées », dont le nombre est arrêté par le Conseil d'administration du Fonds, conservent la dénomination de régions FFC et sont placées sous la responsabilité d'un manager régional et d'un bureau exécutif, composé, de manière paritaire, de représentants des organisations patronales et syndicales du secteur de la construction.

Article 80

§ 1^{er}

Les missions des régions FFC sont réparties en deux groupes principaux qui se présentent comme suit :

- les missions de collaboration avec l'enseignement de jour de plein exercice ;
- les missions de collaboration dans le cadre de l'organisation et du suivi des régimes de l'apprentissage des jeunes, de l'apprentissage construction et du parrainage.

ii

Les missions des régions FFC regroupées sont également réparties en deux groupes principaux qui se présentent comme suit :

- les missions de collaboration dans le cadre de l'application des régimes du crédit-formation et de la formation planifiée ;
- les missions de collaboration au développement des actions sectorielles en faveur des « groupes à risques construction ».

§ 3

La convention collective de travail, visée à l'article 70 alinéa 3, précise le contenu des missions de collaboration menées dans le cadre des actions en faveur des « groupes à risques construction ».

Le Conseil d'administration du Fonds de formation de la construction détermine le contenu des autres groupes de missions visés aux §§ 1 et 2. Il peut également déterminer un ordre de priorité dans l'accomplissement des diverses missions.

Article 81

En marge de l'exercice des missions qui leur sont confiées en application de l'article 80 § 2, les régions FFC regroupées s'efforcent de manière générale de promouvoir la formation dans les métiers de la construction et de stimuler l'orientation professionnelle, notamment des jeunes, vers les emplois dans le secteur de la construction.

Les régions FFC regroupées s'efforcent également d'analyser les particularités du marché local du travail et d'en tirer les enseignements pour l'accomplissement de l'action générale de promotion visée à l'alinéa 1^{er}.

Section 2 - La promotion des régimes sectoriels de formation et d'emploi

Article 82

Les organisations patronales et syndicales du secteur de la construction, établies au plan local, collaborent aux actions développées par les régions FFC et les régions FFC regroupées. Ces organisations introduisent notamment les plans de formation des entreprises, Conformément aux dispositions de l'article 50, alinéa 2.

Les organisations visées à l'alinéa 1^{er} mènent également des actions spécifiques d'information sur les régimes sectoriels de formation et d'emploi, notamment à l'intention de leurs membres.

Article 83

Le Conseil d'administration du Fonds de formation de la construction se prononce sur le montant des moyens budgétaires pouvant être affectés aux collaborations et actions spécifiques visées à l'article 82. Ce conseil arrête également les conditions et modalités d'octroi des interventions financières aux organisations qui mènent ces collaborations et actions spécifiques.

Chapitre 4 - La création d'un « pool construction »

Article 84

Un groupe de travail, institué au sein de la commission paritaire de la construction, a pour tâche de définir les missions et les modalités de fonctionnement d'une cellule paritaire, à créer, dénommée « pool construction ».

Le « pool construction » a pour objet de faciliter l'insertion ou la réinsertion dans les entreprises du secteur de la construction de demandeurs d'emploi qui ont suivi une formation dans les métiers de la construction.

Les régions FFC, les régions FFC regroupées et les organisations professionnelles visées à l'article 82 participent au fonctionnement du « pool construction ».

Titre V - Dispositions finales

Article 85

§ 1^{er}

L'application du régime de travail-formation, tel que déterminé par la section 2 du chapitre 2 du titre II de la convention-cadre du 15 mai 1997, est prolongée jusqu'au 31 août 1999.

i1

L'application des articles 88 à 97 de la convention-cadre du 15 mai 1997 est prolongée durant la période d'application de la présente convention.

i1

La convention collective de travail du 15 janvier 1998 relative à la procédure d'approbation des actes et conventions d'adhésion établis en exécution de la convention-cadre du 15 mai 1997, est prolongée jusqu'au 30 juin 2001.

Article 86

L'application des articles 99 à 103 de la convention-cadre du 15 mai 1997, tels que modifiés par le présent article, est prolongée durant la période d'application de la présente convention.

Chapitre 4 - La création d'un « pool construction »

Article 84

Un groupe de travail, institué au sein de la commission paritaire de la construction, a pour tâche de définir les missions et les modalités de fonctionnement d'une cellule paritaire, à créer, dénommée «pool construction ».

Le « pool construction » a pour objet de faciliter l'insertion ou la réinsertion dans les entreprises du secteur de la construction de demandeurs d'emploi qui ont suivi une formation dans les métiers de la construction.

Les régions FFC, les régions FFC regroupées et les organisations professionnelles visées à l'article 82 participent au fonctionnement du « pool construction ».

Titre V - Dispositions finales

Article 85

§ 1^{er}

L'application du régime de travail-formation, tel que déterminé par la section 2 du chapitre 2 du titre II de la convention-cadre du 15 mai 1997, est prolongée jusqu'au 31 août 1999.

i1

L'application des articles 88 à 97 de la convention-cadre du 15 mai 1997 est prolongée durant la période d'application de la présente convention.

§ 3

La convention collective de travail du 15 janvier 1998 relative à la procédure d'approbation des actes et conventions d'adhésion établis en exécution de la convention-cadre du 15 mai 1997, est prolongée jusqu'au 30 juin 2001.

Article 86

L'application des articles 99 à 103 de la convention-cadre du 15 mai 1997, tels que modifiés par le présent article, est prolongée durant la période d'application de la présente convention.

Les articles de la convention-cadre précitée, visés à l'alinéa 1^{er}, sont modifiés comme suit :

- le paragraphe 2 de l'article 99 est supprimé ;
- les références aux articles « 57 et 85 », mentionnées à l'article 100, sont supprimées ;
- l'article 101 est remplacé par la disposition suivante : « Les avantages visés aux articles 31, 2°, 42 et 48 de la présente convention ne peuvent pas être cumulés avec les primes déterminées par la convention collective de travail du 15 mai 1997 relative à l'octroi d'une prime à l'emploi et à la formation aux employeurs de la construction et à leurs ouvriers, modifiée par la convention collective de travail du 27 mai 1999 portant organisation des accords de formation et d'emploi dans la construction pour les années 1999 et 2000 ».

Article 87

Pour les journées de formation professionnelle organisées en application du régime de la formation planifiée, défini par la section 2 du chapitre 2 du titre II de la présente convention, les ouvriers n'ont pas droit à l'octroi des primes déterminées par la convention collective de travail du 15 mai 1997 relative à l'octroi d'une prime à l'emploi et à la formation aux employeurs de la construction et à leurs ouvriers, modifiée par la présente convention.

Article 88

Sont exclus de l'application des avantages déterminées par les alinéas 2 et 3 de l'article 51 de la présente convention, les employeurs qui, à l'expiration du trimestre pour lequel ils en invoquent l'application, sont débiteurs envers le Fonds de sécurité d'existences des ouvriers de la construction, en ce compris le régime des timbres fidélité et intempéries.

Article 89

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et prend fin le 31 décembre 2000.

La disposition de l'alinéa 1^{er} ne porte pas préjudice à l'application des dispositions particulières de la présente convention qui reportent à une date postérieure à celle du 1^{er} janvier 1999 l'entrée en vigueur de certains chapitres ou sections de cette convention.

La disposition de l'alinéa 1^{er} ne porte pas non plus préjudice à l'application des dispositions particulières ou transitoires de la présente convention, ou des conventions qu'elle modifie, qui prolongent les effets de cette convention, ou des conventions modifiées, au-delà du 31 décembre 2000.

PARITAIR COMITE VOOR HET BOUWBEDRIJF

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 27 MEI 1999 TOT ORGANISATIE VAN OPLEIDINGS- EN TEWERKSTELLINGSAKKOORDEN IN DE BOUW VOOR DE JAREN 1999 EN 2000

Titel I - Algemene bepalingen

Hoofdstuk 1 - Toepassingsgebied, referenties en definities

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van:

- Afdeling IV van hoofdstuk II van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen.
- Het koninklijk besluit van 4 juni 1999 houdende de vormvoorwaarden waaraan de collectieve arbeidsovereenkomst en het akkoord betreffende vorming en tewerkstelling dienen te voldoen, alsook de procédure tot raadpleging van de werknemers die in acht dient genomen te worden bij de sluiting van een akkoord betreffende vorming en tewerkstelling.

Artikel 2

Deze overeenkomst is eveneens gesloten in toepassing van:

- De bepalingen van de wet van 17 maart 1987 en van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 42 van 2 juni 1987 voor wat de bepalingen van hoofdstuk 1 van titel III betreft.
- Artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55 van 13 juli 1993 tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers in geval van halvering van de prestaties, voor wat de bepalingen van hoofdstuk 3 van titel II betreft.

Artikel 3

Deze overeenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders van de ondernemingen die behoren tot het paritair comité voor het bouwbedrijf.

Onder arbeiders wordt verstaan de arbeiders en de arbeidsters.

VEERLEGGING-DÉPÔT

REGISTR.-ENREGISTR.

28-07-1999

09-07-1999

51.354 /COF/124

Artikel 4

Voor de toepassing van deze overeenkomst verstaat men onder "de kaderovereenkomst van 15 mei 1997" de collectieve arbeidsovereenkomst die op 15 mei 1997 in het paritair comité voor het bouwbedrijf werd gesloten tot organisatie van de regelingen ter bevordering van de tewerkstelling in 1997 en 1998, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 september 1997.

Artikel 5

Deze overeenkomst heeft tot doel:

- Sommige opleidings- en tewerkstellingsregelingen die georganiseerd worden door de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 en waarvan de toepassing doorloopt tot 1 juli 2001, te wijzigen.
- Sommige opleidings- en tewerkstellingsregelingen die werden georganiseerd door de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 en waarvan de toepassing, krachtens deze kaderovereenkomst, eindigde op 31 december 1998, na aanpassing te verlengen.
- Nieuwe opleidings- en tewerkstellingsregelingen te organiseren en er de algemene toepassingsregels van vast te stellen.
- Nieuwe bijkomende initiatieven ter bevordering van de opleiding en de tewerkstelling vast te stellen.

Artikel 6

Met uitzondering van de bepalingen van hoofdstuk 1 van titel III, waarvan de invoering steunt op het naleven van een procedure van voorafgaandelijke toetreding, is deze overeenkomst rechtstreeks toepasselijk in de bij artikel 3 bedoelde ondernemingen.

Artikel 7

§ 1. Deze overeenkomst wijzigt, verlengt of voert volgende opleidings- of tewerkstellingsbevorderende regelingen in:

- Het jongerenleerlingwezen.
- Het bouwleerlingwezen.
- De peterschapsregeling.
- Het opleidingskrediet.
- De opleidingsplanning.
- Het halftijds brugpensioen.

§ 2. Deze overeenkomst verlengt de toepassing van volgende bijkomende tewerkstellingsbevorderende regelingen:

- De sectorale regeling van de flexibele arbeidsweek.
- De sectorale regeling van de uitwisseling van personeel.

§ 3. Deze overeenkomst bepaalt en organiseert volgende bijkomende initiatieven ter bevordering van de opleiding en de tewerkstelling:

- De herwaardering van de sectorale opleidingen en de ontwikkeling van specifieke opleidingsprogramma's.
- De specifieke ondersteuningsmaatregelen voor de inschakeling van de specifieke "risicogroepen".
- De promotie van de sectorale opleidings- en tewerkstellingsregelingen en de reorganisatie van de acties van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid op lokaal vlak.
- De vaststelling van een kader voor de oprichting van een "bouwpool" binnen de sector.

Hoofdstuk 2 - Algemene financierings- en organisatieregels van de bijkomende regelingen en initiatieven

Artikel 8

Zonder afbreuk te doen aan de toepassing van artikel 8 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997, wordt de financiering van de bij deze overeenkomst bepaalde regelingen en initiatieven verzekerd door de eigen middelen van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid.

In afwijking van lid 1 wordt de bij artikel 8 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 vastgestelde financieringswijze uitgebreid tot het jongerenleerlingwezen dat in toepassing van de bepalingen van afdeling 1 van hoofdstuk 1 van titel II van deze overeenkomst wordt georganiseerd.

Artikel 9

De Raad van Bestuur van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid kan, met eenparigheid van de aanwezige leden, beslissen de bij artikel 8 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 bepaalde financieringswijze uit te breiden tot andere bij deze overeenkomst vastgestelde regelingen of initiatieven.

De in lid 1 bedoelde beslissing tot uitbreiding mag geen schade toebrengen aan de normale werking van de regelingen die vallen onder de bij artikel 8 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 vastgestelde financieringswijze.

Artikel 10

De toepassing van de artikelen 10, 11 en 13 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 worden verlengd voor de looptijd van deze overeenkomst.

Titel II - De opleidings- en tewerkstellingsbevorderende regelingen

Hoofdstuk 1 - De opleiding en tewerkstelling van de jongeren

Afdeling 1 - Het jongerenleerlingwezen

Artikel 11

Het jongerenleerlingwezen is een specifiek industrieel leerlingwezen dat wordt georganiseerd in het kader van de bevordering van de tewerkstelling van de jongeren die aan de deeltijdse leerplicht zijn onderworpen.

De regeling is voorbehouden aan de bij lid 1 bedoelde jongeren die bij het sluiten van de leerovereenkomst jonger dan 18 jaar zijn.

Artikel 12

Het leerreglement bepaalt de duur van de leertijd voor elk van de betrokken beroepen.

Onderafdeling 1 - De vooropleiding

Artikel 13

Vooraleer de in artikel 18 bedoelde leerovereenkomst wordt gesloten, sluit het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid een vooropleidingsovereenkomst met de in artikel 11 bedoelde jongere die beantwoordt aan de criteria vastgesteld bij van artikel 4 van het koninklijk besluit van 19 augustus 1998 tot vaststelling van de maximale leervergoeding van toepassing op de leerlingen waarvan de leerovereenkomst valt onder de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst.

Artikel 14

De bij artikel 13 bedoelde vooropleidingsovereenkomst heeft tot doel de werkingsregels van de opleiding van de jongere gedurende de "vooropleiding", die drie maanden duurt, vast te stellen.

Gedurende de "vooropleiding" is de opleiding als volgt verdeeld:

- Een algemene opleiding van één maand in een CDO.
- Een praktische opleiding van twee maanden in een door het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid erkend opleidingscentrum.

4

Het leerreglement kan de inhoud van de vooropleidingsovereenkomst uitbreiden tot andere erin bepaalde vermeldingen.

Artikel 15

Tijdens de "vooropleiding" moet de opleiding zodanig worden georganiseerd dat ze de jongere in staat stelt een definitieve keuze te maken met betrekking tot het aan te leren beroep en de voor het gekozen beroep vereiste minimumdrempel te halen.

Artikel 16

Tijdens de "vooropleiding" ontvangt de jongere een vergoeding waarvan het maandbedrag wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 van het voormelde koninklijk besluit van 19 augustus 1998. Dit maandbedrag is afhankelijk van de leeftijd van de jongere bij het sluiten van de vooropleidingsovereenkomst.

Het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid staat in voor de betaling van de in lid 1 bedoelde vergoedingen.

Een bijlage bij het leerreglement vermeldt, per leeftijdscategorie van de jongere, het bedrag van de volgens de bepalingen van dit artikel vastgestelde maandelijkse vergoeding; deze bijlage wordt bij elke aanpassing van het bij artikel 3, b van het voormelde koninklijk besluit van 19 augustus 1998 bedoelde gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen, bijgewerkt.

Artikel 17

De "vooropleiding" wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van de bij artikel 12 bedoelde minimum- en maximumduur van het leerlingwezen.

Onderafdeling 2 - De leertijd

Artikel 18

De leerovereenkomst die gesloten wordt voor de duur van de in het leerreglement bepaalde leertijd, wordt ondertekend door de bij artikel 11 bedoelde jongere, de werkgever en het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid.

De leerovereenkomst wordt schriftelijk opgesteld en bevat de vermeldingen die opgenomen zijn in de modelovereenkomst die als bijlage bij het leerreglement wordt gevoegd.

De in de leerovereenkomst op te nemen proefperiode duurt drie maanden waarvan minstens twee maanden praktische opleiding in de onderneming.

In afwijking van lid 3 bedraagt de in de leerovereenkomst in te schrijven proefperiode één maand voor de jongere die de bij onderafdeling 1 bepaalde vooropleiding heeft gevolgd. Deze proefperiode moet samenvallen met een période van praktische opleiding in de onderneming.

Artikel 19

De leertijd bevat een praktische opleiding in de onderneming en een theoretische opleiding in een CDO dat door een specifieke overeenkomst gebonden is aan het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid. De bepalingen van deze overeenkomst worden vastgesteld door het leerreglement.

Het leerreglement bepaalt eveneens de duur van en de afwisseling tussen de praktische en theoretische opleidingen.

Artikel 20

De praktische opleiding van de leerling wordt toevertrouwd aan een geschoolde arbeider van de onderneming die als opleidingsverantwoordelijke optreedt.

In afwijking van lid 1 is de werkgever opleidingsverantwoordelijke indien:

- De onderneming geen arbeiders te werk stelt.
- Geen enkele arbeider van de onderneming de vereiste kwalificatie bezit of de taak van opleidingsverantwoordelijke wenst te vervullen.

Artikel 21

Het bedrag van de maandelijkse vergoeding die de werkgever tijdens de leertijd aan de leerling betaalt, is vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 2 en 3 van het voormelde koninklijk besluit van 19 augustus 1998.

Een bijlage bij het leerreglement vermeldt, per leeftijdscategorie van de jongere, het bedrag van de volgens de bepalingen van dit artikel vastgestelde maandelijkse vergoeding; deze bijlage wordt bij elke aanpassing van het bij artikel 3, b van het voormelde koninklijk besluit van 19 augustus 1998 bedoelde gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen, bijgewerkt.

Artikel 22

Tijdens de leertijd krijgt de leerling op volgende tijdstippen, aanmoedigingspremies van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid:

- Bij het einde van de 6^{de} maand: een premie van 10.000 BEF.
- Bij het einde van de 12^{de} maand: een premie van 15.000 BEF.
- Bij het einde van de 18^{de} maand: een premie van 20.000 BEF.
- Bij het einde van de 24^{ste} maand: een premie van 25.000 BEF.

Deze aanmoedigingspremies dekken eveneens bepaalde kosten die de leerling heeft tijdens de leertijd.

Artikel 23

De werkgever moet de leerling die op het einde van de leertijd, de in het leerreglement voor vastgestelde eindproef slaagt, aanwerven met een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur.

Artikel 24

De jongere die voor de in het leerreglement vastgestelde eindproef slaagt, heeft op het ogenblik van zijn aanwerving in een bij artikel 3 bedoelde onderneming, recht op het loon van de categorie II van het jongerenbarema.

Het percentage dat toegepast wordt voor de berekening van het in lid 1 bedoelde loon, wordt bepaald, rekening houdend met de tijdens de leertijd verworven anciënniteit.

Onderafdeling 3 - Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 25

Het leerreglement en in voorkomend geval, een aparté collectieve arbeidsovereenkomst, stellen de bepalingen inzake het leerlingwezen vast die door deze afdeling niet worden geregeld.

Het leerreglement kan eveneens de aard van de tussenkomsten van de vakbondsafvaardiging in het kader van de toepassing van het jongerenleerlingwezen in de onderneming nader omschrijven.

Het leerreglement kan de toepassing van de bepalingen van onderafdeling 1 uitbreiden tot de bij artikel 11 bedoelde jongeren die geen bouwonderwijs hebben gevolgd. Het reglement vermeldt dat voormelde uitbreiding gebeurt mits individueel akkoord van de betrokken jongeren.

Artikel 26

De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op de bij artikel 13 bedoelde vooropleidingsovereenkomsten die vanaf 1 juli 1999 worden gesloten en op de bij artikel 18 bedoelde leerovereenkomsten die vanaf 1 september 1999 worden gesloten.

Afdeling 2 - Het bouwleerlingwezen

Artikel 27

§ 1

De bepalingen van afdeling 1 van hoofdstuk 1 van titel II van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 betreffende de organisatie van het bouwleerlingwezen worden als volgt gewijzigd:

- In artikel 15:
 - in lid 1: de woorden “tussen 18 en 21 jaar” worden vervangen door de woorden “tussen 18 en 23 jaar”.
 - er wordt een derde lid toegevoegd dat luidt als volgt: "Het paritair leercomité kan individuele afwijkingen toestaan op het verbod leerovereenkomsten te sluiten boven de leeftijd van 23 jaar".
- In artikel 16: de woorden “duurt minimaal 18 en maximaal 24 maanden” wordt vervangen door de woorden "duurt minimaal 6 en maximaal 24 maanden".
- In artikel 17, lid 1: de woorden "en het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid" wordt vervangen door de woorden "het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid en het opleidingscentrum".
- In artikel 18: de woorden “of indien de werkgever nog geen arbeiders te werk stelt” wordt aan het einde van lid 2 toegevoegd.
- In artikel 21 : de tekst van het artikel wordt geschrapt.
- In artikel 23: de woorden "het bedrag van de aan de leerling verschuldigde vergoeding" en "het bedrag van de eventuele financiële tegemoetkoming van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid tijdens de periodes waarin de leerling theoretische opleiding volgt" worden geschrapt.

ii

De collectieve arbeidsovereenkomst van 18 juli 1997 ter uitvoering van de nieuwe regeling van het bouwleerlingwezen wordt als volgt gewijzigd:

- De leden 2 en 3 van artikel 4 worden geschrapt en vervangen door volgende bepaling: "Het paritair leercomité spreekt zich, op voorstel van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid uit over de te nemen maatregelen bij een negatieve evaluatie van de praktische opleiding in de onderneming”.
- De artikelen 7, 10, 11 en 21 worden geschrapt.
- In artikel 15, lid 2 worden de woorden “minder dan 18” vervangen door de woorden “minder dan 6”.

§ 3

De bepalingen van de artikelen 28 tot 37 van deze overeenkomst vormen, samen met de artikelen 14 tot 23 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 zoals gewijzigd bij §1 en deze

van de voormelde overeenkomst van 18 juli 1997 zoals gewijzigd door §2, het normatief kader van het bouwleerlingwezen.

Onderafdeling 1 - "De vooropleiding"

Artikel 28

Voorafgaand aan het sluiten van de in artikel 17 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 bedoelde leerovereenkomst, sluit het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid een vooropleidingsovereenkomst met de in artikel 15 van de voormelde kaderovereenkomst bedoelde jongere die voldoet aan de bij artikel 4 van het voormelde koninklijkbesluit van 19 augustus 1998 vastgestelde criteria.

Artikel 29

De bij artikel 28 bedoelde vooropleidingsovereenkomst heeft tot doel de werkingsregels van de opleiding van de jongere gedurende de "vooropleiding" van drie maanden, vast te stellen.

Gedurende de "vooropleiding" omvat de opleiding een algemene opleiding van één maand en praktische opleiding van twee maanden in een door het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid erkend opleidingscentrum.

Het leerreglement kan de inhoud van de vooropleidingsovereenkomst uitbreiden tot andere erin bepaalde vermeldingen. Het kan eveneens de spreiding van de bij lid 2 bedoelde opleidingen wijzigen.

Artikel 30

Tijdens de "vooropleiding" moet de opleiding zodanig worden georganiseerd dat ze de jongere in staat stelt een definitieve keuze te maken met betrekking tot het aan te leren beroep en de voor het gekozen beroep vereiste minimumdrempel te halen.

Artikel 31

Tijdens de "vooropleiding" ontvangt de jongere een vergoeding waarvan het maandbedrag wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 van het voormelde koninklijk besluit van 19 augustus 1998. Dit maandbedrag varieert volgens de leeftijd van de jongere op het ogenblik dat de bij artikel 17 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 bedoelde leerovereenkomst wordt gesloten.

Het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid staat in voor de betaling van de bij lid 1 bedoelde vergoedingen.

Een bijlage bij het leerreglement vermeldt, per leeftijdscategorie van de jongere, het bedrag van de volgens de bepalingen van dit artikel vastgestelde maandelijkse vergoeding; deze

bijlage wordt bij elke aanpassing van het bij artikel 3, b van het voormelde koninklijkbesluit van 19 augustus 1998 bedoelde gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen, bijgewerkt.

Artikel 32

Gedurende de "vooropleiding" ontvangt de jongere een maandelijkse opleidingspremie van 5.000 BEF van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid.

Deze opleidingspremie dekt eveneens bepaalde kosten die de leerling heeft gedurende de vooropleiding.

Artikel 33

De "vooropleiding" wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van de bij artikel 16 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 vastgestelde minimum- en maximumduur van het bouwleerlingwezen

Onderafdeling 2 - De leertijd

Artikel 34

Het bedrag van de maandelijkse vergoeding die de werkgever tijdens de leertijd aan de leerling betaalt, wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 2 en 3 van het voormelde koninklijk besluit van 19 augustus 1998.

Een bijlage bij het leerreglement vermeldt, per leeftijdscategorie van de jongere, het bedrag van de volgens de bepalingen van dit artikel vastgestelde maandelijkse vergoeding; deze bijlage wordt bij elke aanpassing van het bij artikel 3, b van het voormelde koninklijk besluit van 19 augustus 1998 bedoelde gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen, bijgewerkt.

Artikel 35

Tijdens de leertijd krijgt de leerling maandelijkse leerpremies van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid volgens volgende modaliteiten:

- Gedurende de eerste 12 maanden van de leertijd: een maandelijkse premie van 10.000 BEF.
- Van de 13^{de} tot de 18^{de} maand van de leertijd: een maandelijkse premie van 15.000 BEF.
- Van de 19^{de} tot de 24^{ste} maand van de leertijd: een maandelijkse premie van 18.000 BEF.

Deze leerpremies dekken eveneens bepaalde kosten die de leerling heeft tijdens de leertijd evenals eventuele vergoedingen, andere dan de leervergoeding, die in toepassing van het leerreglement verschuldigd zijn aan de leerling.

Artikel 36

De jongere die voor de in het leerreglement vastgestelde eindproef slaagt, heeft op het ogenblik van zijn aanwerving in een bij artikel 3 bedoelde onderneming, recht op het loon van de catégorie II van het jongerenbarema.

Het percentage dat wordt gebruikt voor de berekening van het in lid 1 bedoelde loon, wordt bepaald rekening houdend met de tijdens de leertijd verworven anciënniteit.

Onderafdeling 3 - Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 37

Het leerreglement en in voorkomend geval, een aparté collectieve arbeidsovereenkomst, stellen de bepalingen inzake het leerlingwezen vast die niet worden geregeld door deze afdeling, door afdeling 1 van hoofdstuk 1 van titel II van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 of door de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 juli 1997 ter uitvoering van de nieuwe regeling van het bouwleerlingwezen.

Het leerreglement kan eveneens de aard van de tussenkomsten van de vakbondsafvaardiging in het kader van de toepassing van het bouwleerlingwezen in de onderneming nader omschrijven.

Artikel 38

De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op de bij artikel 28 bedoelde vooropleidingsovereenkomsten die vanaf 1 juli 1999 worden gesloten en op de bij artikel 17 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 bedoelde leerovereenkomsten die vanaf 1 september 1999 worden gesloten.

Afdeling 3 - De peterschapsregeling

Artikel 39

De bepalingen van afdeling 2 van hoofdstuk 1 van titel II van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 en de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 juli 1997 ter uitvoering van de peterschapsregeling worden, zoals gewijzigd door de bepalingen van deze afdeling, verlengd voor de looptijd van deze overeenkomst.

Artikel 40

Artikel 31 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 wordt vervangen door volgende bepaling:

“Gedurende de toepassingsperiode van de peterschapsregeling:

1°. Wordt het loon van de jonge arbeider vastgesteld met toepassing van catégorie III van het jongerenbarema.

2°. Geniet de werkgever een premie die jaarlijks 100.000 BEF per jonge werknemer en per bij artikel 27 bedoelde peter bedraagt. Een aparté collectieve arbeidsovereenkomst bepaalt de bedragen van de jaarlijkse premie die moet worden toegepast indien één peter instaat voor de opleiding van meerdere jonge arbeiders.

Bij het einde van de peterschapsregeling blijft het loon van de jonge arbeider vastgesteld bij toepassing van catégorie III van het jongerenbarema waarbij de peterschapsperiode in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de anciënniteit van de jongere in de onderneming”.

Artikel 41

Aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 juli 1997 ter uitvoering van de peterschapsregeling worden volgende wijzigingen aangebracht:

- In artikel 3:
 - in lid 1, 3° worden de woorden “niet ouder zijn dan 21 jaar” vervangen door de woorden "niet ouder zijn dan 23 jaar".
 - in lid 2 worden de woorden "niet ouder zijn dan 23 jaar" vervangen door de woorden "niet ouder zijn dan 25 jaar".
- In artikel 11:
 - er wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt: "De werkgever moet de peter die gedurende een aaneengesloten période van zes weken afwezig is, vervangen en er het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid over inlichten”.
- In artikel 27:
 - de tekst van artikel 27 wordt geschrapt.

Artikel 42

De artikelen 24 tot 33 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 en de bepalingen van de overeenkomst van 18 juli 1997 ter uitvoering van de peterschapsregeling blijven, in hun oorspronkelijke versie - met uitzondering van de terugbetaling van de bij artikel 31, 2^{de} lid van voormelde kaderovereenkomst bedoelde bestaanszekerheidsbijdragen -, van toepassing op de arbeidsovereenkomsten met een peterschapsbeding die worden gesloten tussen 1 januari 1999 en 31 mei 1999.

De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op de arbeidsovereenkomsten met een peterschapsbeding die worden gesloten vanaf 1 juni 1999.

Hoofdstuk 2 - De opleidings- en tewerkstellingsregelingen van de arbeiders

Afdeling 1 - Het opleidingskrediet

Artikel 43

De volgende bepalingen van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 worden als volgt gewijzigd:

- Lid 2 van artikel 35 wordt geschrapt en vervangen door de volgende bepaling: "De jaarlijkse afrekening van de gebruikte uren wordt gemaakt over de période gaande van 1 september tot 31 augustus van het volgende jaar".
- Artikel 40 wordt geschrapt.

Artikel 44

Volgende wijzigingen worden aangebracht aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 september 1997 tot uitvoering van de regeling van het opleidingskrediet:

- In artikel 5: er wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt: "Op het ogenblik dat het in lid 1 bedoelde ontwerp voor de toepassing van het opleidingskrediet aan de vakbondsafvaardiging wordt overhandigd, tekent de vakbondsafvaardiging en geeft de werkgever een ontvangstbewijs".
- In artikel 7: er wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt: "De werkgever stuurt eveneens een kopie van het volgens de bepalingen van artikel 5 door de vakbondsafvaardiging ondertekende ontvangstbewijs naar het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid".
- In artikel 17: er wordt een derde lid toegevoegd dat luidt als volgt: "De in lid 1 bedoelde opleidingsmodules duren maximaal 12 uren en mogen ten belope van maximaal 80.000 uren worden aangerekend op het bij artikel 34 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 vastgestelde jaarlijks krediet van 400.000 uren".
- Onder afdeling 4:
 - De titel "afdeling 4 - het bijkomende krediet" wordt geschrapt.
 - De artikelen 19 tot 24 worden geschrapt.

Artikel 45

De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op de bij artikel 7 van voormelde overeenkomst van 18 september 1997 bedoelde ontwerpen voor de toepassing van het opleidingskrediet die vanaf 1 juni 1999 door de ondernemingen worden ingediend.

De bepalingen van deze afdeling doen geen afbreuk aan de toepassing van het bijkomend krediet in hoofde van de ondernemingen die ten laatste op 30 mei 1999 een recht op de toepassing van deze regeling hebben verworven.

Afdeling 2 - De opleidingsplanning

Artikel 46

De opleidingsplanning heeft tot doel de voortdurende opleiding van de arbeiders te bevorderen door het opstellen van opleidingsplannen in de bij artikel 3 van deze overeenkomst bedoelde ondernemingen.

De opleidingsplanning heeft eveneens tot doel de efficiëntie van de programmering en de organisatie van de door het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid erkende opleidingen te verbeteren.

Artikel 47

Het bij artikel 46 vastgestelde opleidingsplan bepaalt, rekening houdend met de collectieve noden van de onderneming op het vlak van de opleiding van de arbeiders:

- De in de onderneming uitgeoefende beroepen of functies waarvoor een nood aan opleiding zich manifesteert.
- Per beroep of functie, het aantal arbeiders dat betrokken is bij het opleidingsplan.
- De programma's en het aantal opleidingsuren voor elk van de in het plan bedoelde beroepen of functies.
- Het ogenblik, binnen de periode van één jaar, waarop de verschillende opleidingsprogramma's zullen doorgaan.

Elk opleidingsprogramma dat in het opleidingsplan van de onderneming is vastgesteld, bedraagt minimaal 32 en maximaal 180 uren. De opleidingsprogramma's moeten betrekking hebben op de taken die binnen het bedrijf worden uitgevoerd en behoren tot de categorieën van door het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwsector erkende, opleidingen.

Het geheel van opleidingsprogramma's, vastgesteld door dit opleidingsplan, mag niet meer bedragen dan 180 uren per arbeider en per jaar. Het jaar loopt van 1 september tot 31 augustus van het volgende jaar.

Artikel 48

In afwijking van artikel 47, lid 2 mag het opleidingsprogramma geheel of gedeeltelijk betrekking hebben op de gezondheid, veiligheid en hygiëne van de werknemers voor zover:

- dit programma een minimumduur van 40 uur heeft;
- de opleidingsmodule inzake veiligheid, gezondheid en hygiëne, behoort tot de categorie van door het Fonds voor Vakopleiding in het bouwbedrijf, na advies van het Nationaal Actiecomité voor de Veiligheid in de Bouwnijverheid (NAVB), erkende opleidingen;

- de opleidingsmodule inzake veiligheid, gezondheid en hygiëne gegeven wordt in een door het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid erkend opleidingscentrum.

Artikel 49

Zonder afbreuk te doen aan het erkende initiatiefrecht van de arbeiders of hun vertegenwoordigers, behoort het opstellen van een opleidingsplan in de onderneming tot de beoordelingsbevoegdheid van de werkgever.

De werkgever en de vakbondsafvaardiging van de onderneming bepalen in gemeenschappelijk overleg de inhoud van het opleidingsplan zoals bepaald in artikel 47 en artikel 53. Het plan is aanvaard zodra het getekend is door de werkgever, of zijn aangestelde, en de leden van de vakbondsafvaardiging.

In de ondernemingen zonder vakbondsafvaardiging, informeert de werkgever de arbeiders door hen een kopie van het ontwerp van opleidingsplan over te maken en hen een register voor opmerkingen ter beschikking te stellen.

De arbeiders delen de werkgever hun opmerkingen, via het hiervoor ter beschikking gestelde register, binnen de 10 werkdagen volgend op de mededeling van het ontwerp, mee.

Artikel 50

Het in de onderneming, overeenkomstig de bepalingen van artikel 49 aangenomen opleidingsplan, moet worden goedgekeurd door het uitvoerend bureau van de bevoegde FVB-regio volgens de procedure van het bij artikel 53 bedoelde toepassingsreglement van de opleidingsplanning.

De opleidingsplannen van de ondernemingen worden aan de in lid 1 bedoelde goedkeuringsprocedure onderworpen door bemiddeling van de in de FVB-regio vertegenwoordigde patronale of vakbondsorganisaties.

Artikel 51

De arbeider die betrokken is bij de toepassing van de opleidingsplanning in de onderneming heeft, ten laste van zijn werkgever, recht op de betaling van zijn normale loon voor de in toepassing van de regeling verstrekte uren opleiding.

De in artikel 99 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 bedoelde sectorale regeling van "terugbetaling-indeplaatsstelling" is van toepassing op de overeenkomstig deze afdeling opgezette opleidingsplanning in de ondernemingen.

De werkgever die de toepassing van de in lid 1 vermelde sectorale regeling geniet, heeft recht op een vervroegde betaling van de in toepassing van deze regeling verschuldigde bedragen. De modaliteiten van de regeling van de vervroegde betaling worden bepaald in het bij artikel 53 bedoelde toepassingsreglement van de opleidingsplanning.

Artikel 52

Het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid is belast met de organisatie van en de controle op de toepassing van de opleidingsplanning.

Ten behoeve van de kleine en middelgrote ondernemingen stelt het Fonds modellen van opleidingsprogramma's op die in de opleidingsplannen, die in de ondernemingen worden aangenomen, kunnen worden ingevoegd.

Artikel 53

De bij artikel 3 bedoelde ondernemingen kunnen tot de geprogrammeerde opleidingen van de FVB-regio's toetreden door het aannemen van een vereenvoudigd opleidingsplan.

Het vereenvoudigd opleidingsplan wordt opgesteld voor de duur van de geprogrammeerde opleiding. Dit plan vermeldt de bij de opleiding betrokken beroepen of functies, het aantal aan de opleiding deelnemende arbeiders en de periode waarin deze opleiding zal worden verstrekt.

De bepalingen van de artikelen 47 en 51, lid 3 zijn niet van toepassing op de vereenvoudigde opleidingsplannen.

Artikel 54

De Raad van Bestuur van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid keurt het toepassingsreglement van de regeling van de opleidingsplannen goed.

Dit reglement voert de artikelen 50 en 51 uit en bepaalt de bijzondere werkingsregels van de opleidingsplanning. Het bepaalt eveneens de erkenningsvoorwaarden voor de opleidingscentra die de opleidingsprogramma's moeten uitvoeren.

Artikel 55

De bepalingen van deze afdeling treden in werking op 1 september 1999.

Hoofdstuk 3 - Het halftijds brugpensioen

Artikel 56

De toepassing van de artikelen 52 tot 56 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 worden verlengd voor de looptijd van deze overeenkomst.

Artikel 57

Het Fonds voor Bestaanszekerheid van de Werklieden uit het Bouwbedrijf wordt belast met de controle op de toepassing van de bij artikel 56 bedoelde bepalingen.

De werkgever is verplicht het in lid 1 bedoelde Fonds alle gegevens mee te delen die nodig zijn voor de berekening van het bedrag van de aanvullende vergoedingen die verschuldigd zijn aan de arbeider die toetreedt tot het halftijds brugpensioen.

Titel III - De bijkomende regelingen ter bevordering van de tewerkstelling

Hoofdstuk 1 - De sectorale regeling van de flexibele arbeidsweek

Artikel 58

De toepassing van de bepalingen van afdeling 1 van hoofdstuk 1 van titel III van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 wordt verlengd voor de looptijd van deze overeenkomst.

Artikel 59

De toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 september 1997 ter uitvoering van de sectorale regeling van de flexibele arbeidsweek, zoals aangevuld met de bepalingen van dit hoofdstuk, wordt verlengd voor de looptijd van deze overeenkomst.

Artikel 60

In artikel 14 van voormelde overeenkomst van 18 september 1997 wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt:

“Vanaf 1 oktober 1999 wordt het bedrag van het in lid 1 bedoelde specifieke voordeel aangepast in functie van de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot wijziging en verlenging van de bij hetzelfde lid 1 vermelde collectieve arbeidsovereenkomsten”.

Artikel 61

Aan de tekst van de voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 18 september 1997 wordt een afdeling 6bis toegevoegd die de artikelen 21 tot 23 bevat, die luidt als volgt:

"Afdeling 6bis - Bijkomende bepalingen van toepassing op de toetredingen die vanaf 1 januari 1999 worden ingediend"

Artikel 21

Voor de toepassing van de artikelen 17 en 18 op de toetredingsakten en -overeenkomst die vanaf 1 januari 1999 worden ingediend, wordt de in artikel 17 bedoelde datum van 30 juni 2000 vervangen door 30 juni 2002 en de in artikel 18 bedoelde datum van 1 december 1998 door 1 december 2000.

Artikel 22

In afwijking van artikel 19, lid 2 gebruikt de werkgever vanaf 1 juli 1999 de aan de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999-2000 aangepaste toetredingsformulieren. De modellen hiervan zijn als bijlage bij deze overeenkomst gevoegd.

Artikel 23

In afwijking van artikel 20, lid 2 blijft deze overeenkomst geldig tot 31 december 2001 voor alle toetredingen die na 1 januari 1999 werden ingediend en die goedgekeurd werden vóór 2 december 2000".

Hoofdstuk 2 - De sectorale regeling van de uitwisseling van personeel

Artikel 62

Artikel 16 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 april 1998 betreffende de ter beschikking stelling van personeel wordt vervangen door volgende bepaling: "Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 mei 1998 en houdt op uitwerking te hebben op 30 april 2001".

Titel IV - De bijkomende initiatieven ter bevordering van de tewerkstelling en de opleiding

Hoofdstuk 1 - De herwaardering van de sectorale opleidingen en de ontwikkeling van specifieke opleidingsprogramma's

Afdeling 1 - De invoering van een opleidingspasje

Artikel 63

14

Het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid geeft de arbeiders van de in artikel 3 bedoelde ondernemingen die een door het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid erkende opleiding volgden, een opleidingspasje.

Het opleidingspasje vermeldt met name het type en de duur van de gevolgde opleidingen alsook de perioden waarin en de plaats waar de opleidingen werden verstrekt.

Artikel 64

De Raad van Bestuur van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid stelt het model van opleidingspasje vast. Deze Raad stelt eveneens de bijkomende modaliteiten voor de afgifte van het opleidingspasje vast.

Het opleidingspasje wordt ingevoerd vanaf 1 oktober 1999.

Afdeling 2 - De opleiding van de ongeschoolde arbeiders

Artikel 65

Het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid stelt specifieke opleidingsmodules op die afgestemd zijn op de arbeiders van de in artikel 3 bedoelde ondernemingen die geen enkele beroepsbekwaamheid hebben.

De Raad van Bestuur van het Fonds spreekt zich uit over de natuur en de duur van deze bij lid 1 bedoelde specifieke modules. De specifieke opleidingsmodules kunnen vanaf 1 september 1999 worden gebruikt.

Afdeling 3 - De winteropleidingen

Artikel 66

De werkgever die het initiatief neemt om beroep te doen op de winteropleidingen, waarvan de uitvoering wordt gecoördineerd door het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid, kan deze regeling slechts toepassen na uitputting van het recht van de onderneming op de toepassing van het opleidingskrediet.

Afdeling 4 - De tewerkstellings- of opleidingspremies

Artikel 67

De toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997 betreffende de toekenning van een tewerkstellings- of opleidingspremie aan de bouwwerkgevers en hun

U7

bouwwakarbeiders zoals gewijzigd bij de bepalingen van deze afdeling, wordt verlengd voor de looptijd van deze overeenkomst.

Artikel 68

De bepalingen van de in artikel 67 vermelde overeenkomst van 15 mei 1997 worden als volgt gewijzigd:

- In artikel 11:
 - er wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt: "De bij lid 1 bedoelde vervolmakingsopleidingen moeten betrekking hebben op de activiteiten die de betrokken arbeiders uitoefenen of die ze zouden kunnen uitoefenen in de onderneming die hen te werk stelt".
- In artikel 12:
 - het in lid 1 vermelde bedrag van 800 BEF wordt vervangen door het bedrag van 3.000 BEF.
- In artikel 13:
 - het in lid 1 vermelde bedrag van 200 BEF wordt vervangen door het bedrag van 1.000 BEF.
- In artikel 14:
 - de tweede zin van artikel 14 wordt geschrapt.
 - er wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt: "De Raad van Bestuur van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid bepaalt de regels voor de indiening van de aanvraag van de premie evenals de eventueel bij deze aanvraag te voegen documenten".
- In artikel 15:
 - er wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt: "Deze Raad kan eveneens beslissen de betaling van de bij de artikelen 12 en 13 bedoelde premies te beperken tot een door haar vast te stellen grensbedrag dat per jaar en per bij artikel 11 bedoelde arbeider wordt vastgesteld".
- De artikelen 16 tot 20 en de titel van hoofdstuk 4 worden geschrapt.

Artikel 69

De bij artikel 68 vermelde wijzigingen zijn van toepassing op de aanvragen van de premies met betrekking tot opleidingscycli die na 1 augustus 1999 zijn aangevangen.

Hoofdstuk 2 - De initiatieven ten voordele van de risicogroepen

Artikel 70

De inspanningen ten voordele van de "risicogroepen bouw" die worden geleverd in toepassing van de opeenvolgende overeenkomsten over de duurzame beroepsintegratie, herintegratie en opleiding van risicogroepen, worden voortgezet gedurende de toepassingsperiode van deze overeenkomst.

De in lid 1 bedoelde inspanningen hebben hoofdzakelijk betrekking op de inschakeling van ongeschoolde of laaggeschoolde jongeren, op de opleiding van laaggeschoolde arbeiders en op de ontwikkeling van gezamenlijke initiatieven met het onderwijs.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999, betreffende de integratie, herintegratie en opleiding van risicogroepen gedurende de periode 1999-2000 omschrijft de inhoud van de in de vorige leden bedoelde inspanningen nader.

Artikel 71

Tijdens de toepassingsperiode van deze overeenkomst zullen bijkomende inspanningen worden geleverd ten voordele van volgende specifieke categorieën van de "risicogroepen bouw":

- De personen die een opleiding door werken volgen in ondernemingen die tot de sociale economie behoren.
- De langdurig werklozen die een basisopleiding bouw volgen.

De bepalingen van dit hoofdstuk stellen de algemene beginselen vast van de initiatieven die moeten worden genomen ten voordele van de in lid 1 bedoelde specifieke categorieën; deze beginselen worden uitgevoerd door de bepalingen van de in artikel 70, lid 3 bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst.

Afdeling 1 - De initiatieven op het vlak van de sociale economie

Artikel 72

De in toepassing van deze afdeling te ontwikkelen initiatieven hebben tot doel de overgang te stimuleren en te organiseren van personen die een opleiding of een inschakeling volgen in een project van de sociale economie, hierna "de stagiairs in opleiding of inschakeling" genoemd, naar een volledige beroepsopleiding van de bouwsector en naar de tewerkstelling in een in artikel 3 bedoelde onderneming.

Het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid coördineert de initiatieven die aan het in lid 1 bepaalde objectief van overgang beantwoorden.

Artikel 73

Bij het uitdenken en organiseren van de bij artikel 72 bedoelde overgangsiniciatieven, moet rekening worden gehouden met de verschillen in opleidings- of vooropleidingsniveau in de groepen van stagiairs in opleiding of inschakeling.

De Raad van Bestuur van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid bepaalt, rekening houdend met de in artikel 72 bepaalde doelstelling, de natuur van voormelde overgangsiniciatieven.

Artikel 74

De in toepassing van deze afdeling georganiseerde overgangsiniciatieven zijn van toepassing op de stagiairs in opleiding of inschakeling in een organisme van de sociale économie dat een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten met het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid.

De in lid 1 bedoelde overeenkomst bepaalt met name de verplichtingen die de promotor van het project van de sociale économie heeft in het kader van zijn actieve medewerking aan de realisatie van het overgangsobjectief dat nagestreefd wordt door de samenwerkingsovereenkomst.

De in lid 1 bedoelde overeenkomst moet, op eenparig advies van het uitvoerend bureau van de bevoegde FVB-regio, worden goedgekeurd door de Raad van Bestuur van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid.

Afdeling 2 - Hulp bij de opleiding van de langdurig werklozen

Artikel 75

De initiatieven die in toepassing van deze afdeling worden ontwikkeld, hebben tot doel de overgang van de bij artikel 76 bedoelde langdurig werklozen naar een tewerkstelling in een bij artikel 3 bedoelde onderneming, te bevorderen.

Artikel 76

De bij de toepassing van deze afdeling bedoelde langdurig werklozen, zijn de werkzoekenden die ten minste 6 maanden werkloos zijn en die met vrucht een basisopleiding bouw van minstens 300 uur hebben gevolgd in een door het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid erkend opleidingscentrum.

Artikel 77

Het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid kent het voormelde erkende opleidingscentrum een overgangspremie van 10.000 BEF toe per in artikel 76 bedoelde langdurig werkloze die wordt aangeworven in een bij artikel 3 bedoelde onderneming.

De bij artikel 70, lid 3 vermelde collectieve arbeidsovereenkomst omschrijft de toekenningsmodaliteiten van de in lid 1 bedoelde overgangspremie nader.

Artikel 78

De bij artikel 77 bedoelde overgangspremie is van toepassing vanaf 1 september 1999.

Hoofdstuk 3 - De bevordering van de sectorale opleidings- en tewerkstellingsregelingen en de reorganisatie van de initiatieven van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid op lokaal vlak

Afdeling 1 - De nieuwe organisatie van de regionale cellen van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid

Artikel 79

De Raad van Bestuur van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid is, voor de uitvoering van de bij artikel 80 § 2 bedoelde nieuwe taken, belast met het hergroeperen van de regionale cellen van het Fonds, hierna de FVB-regio's genoemd, in eenheden die over een uitgestrektere territoriale bevoegdheid beschikken.

Deze eenheden, hierna "de gehergroepeerde FVB-regio's" genoemd, waarvan het aantal wordt beslist door de Raad van Bestuur van het Fonds, behouden de benaming FVB-regio en worden onder de verantwoordelijkheid van een regionale manager en een uitvoerend bureau gebracht. Dit bureau is paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de patronale en syndicale organisaties van de bouwsector.

Artikel 80

§ 1

De taken van de FVB-regio's worden onderverdeeld in twee hoofdgroepen die er als volgt uitzien:

- De samenwerking met het dagonderwijs met volledig leerplan.
- De samenwerking in het kader van de organisatie en opvolging van het jongerenleerlingwezen, het bouwleerlingwezen en de peterschapsregeling.

i1

De taken van de gehergroepeerde FVB-regio's zijn eveneens in twee hoofdgroepen onderverdeeld die er als volgt uitzien:

- De samenwerking in het kader van de toepassing van het opleidingskrediet en de opleidingsplanning.
- De samenwerking voor de ontwikkeling van de sectorale initiatieven ten voordele van de "risicogroepen bouw".

§3

De bij artikel 70, lid 3 bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst omschrijft nader de inhoud van de samenwerking in het kader van de initiatieven ten voordele van de "risicogroepen bouw".

De Raad van Bestuur van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid bepaalt de inhoud van de andere bij de paragrafen 1 en 2 bedoelde groepen van taken. Hij kan eveneens een voorrangsregeling vaststellen in de uitvoering van de verschillende taken.

Artikel 81

Naast de uitvoering van de hen in toepassing van artikel 80 § 2 toegewezen taken, spannen de gehergroepeerde FVB-regio's zich in het algemeen in voor de bevordering van de bouwopleidingen en om de beroepsoriëntatie van met name de jongeren naar de bouwsector te stimuleren.

De gehergroepeerde FVB-regio's spannen zich eveneens in, om de bijzonderheden van de plaatselijke arbeidsmarkt te analyseren en er de gevolgen uit te trekken voor de volbrenging van de bij lid 1 bedoelde algemene promotieactie.

Afdeling 2 - De bevordering van de sectorale opleidings- en tewerkstellingsregelingen

Artikel 82

De lokale patronale en syndicale organisaties van de bouwsector werken mee aan de door de FVB-regio's en de gehergroepeerde FVB-regio's ontwikkelde initiatieven. Deze organisaties dienen met name, overeenkomstig de bepalingen van artikel 50, lid 2, de opleidingsplannen van de ondernemingen in.

De bij lid 1 bedoelde organisaties voeren eveneens specifieke informatieacties over de sectorale opleidings- en tewerkstellingsregelingen, met name ter attentie van hun leden.

Artikel 83

De Raad van Bestuur van het Fonds voor Vakopleiding in de Bouwnijverheid spreekt zich uit over het bedrag van de financiële middelen die kunnen worden toegekend voor de bij artikel 82 bedoelde samenwerkingen en specifieke acties. Deze Raad bepaalt tevens de voorwaarden en toekenningsmodaliteiten van de financiële tussenkomsten aan de organisaties die deze samenwerkingen en specifieke acties opzetten.

Hoofdstuk 4 - De oprichting van een "bouwpool"

Artikel 84

Een binnen het Paritair Comité voor het Bouwbedrijf opgerichte werkgroep heeft alstak de opdrachten en werkingsregels vast te stellen van een op te richten paritaire cel, "bouwpool" genoemd.

De "bouwpool" moet de integratie en herintegratie van werkzoekenden die een bouwopleiding volgden, in de ondernemingen van de bouwsector vergemakkelijken.

De FVB-regio's en de gehergroepeerde FVB-regio's en de bij artikel 82 bedoelde beroepsorganisaties nemen deel aan de werking van de "bouwpool".

Titel V - Slotbepalingen

Artikel 85

§ 1

De toepassing van de regeling arbeid-opleiding zoals bepaald bij afdeling 2 van hoofdstuk 2 van titel II van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 wordt verlengd tot 31 augustus 1999.

§ 2

De toepassing van de artikelen 88 tot 97 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997 wordt verlengd voor de looptijd van deze overeenkomst.

§ 3

De collectieve arbeidsovereenkomst van 15 januari 1998 tot vaststelling van de procédure voor de goedkeuring van de toetredingsovereenkomsten en -akten opgesteld ter uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997 wordt verlengd tot 30 juni 2001.

Artikel 86

De toepassing van de artikelen 99 tot 103 van de kaderovereenkomst van 15 mei 1997, zoals gewijzigd door dit artikel, wordt verlengd voor de looptijd van deze overeenkomst.

De bij lid 1 bedoelde artikelen van voormelde kaderovereenkomst worden als volgt gewijzigd:

- Paragraaf 2 van artikel 99 wordt geschrapt.
- De in artikel 100 vermelde verwijzingen naar de artikelen "57" en "85" worden geschrapt.
- Artikel 101 wordt vervangen door volgende bepaling: "De bij de artikelen 31, 2°, 42 en 48 van deze overeenkomst bedoelde voordelen mogen niet worden gecumuleerd met de premies die werden vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997 betreffende de toekenning van een tewerkstellings- of een opleidingspremie aan de bouwwerkgevers en hun bouwvakarbeiders, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1999 tot organisatie van opleidings- en tewerkstellingsakkoorden in de bouw voor de jaren 1999-2000".

Artikel 87

De arbeiders hebben geen recht op de premies die worden vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997 betreffende de toekenning van een tewerkstellings- of een opleidingspremie aan de bouwwerkgevers en hun bouwvakarbeiders, voor de dagen van beroepsopleiding die worden georganiseerd in toepassing van de bij afdeling 2 van hoofdstuk 2 van titel II van deze overeenkomst bedoelde opleidingsplanning.

Artikel 88

De bij leden 2 en 3 van artikel 51 van deze overeenkomst vastgestelde voordelen kunnen niet worden toegekend aan de werkgevers die op het einde van het kwartaal waarvoor ze er de toepassing van vragen, schuldenaar zijn van het Fonds voor Bestaanszekerheid van de werklieden uit het Bouwbedrijf met inbegrip van de regeling van de getrouwheids- en weerverletzegels.

Artikel 89

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en eindigt op 31 december 2000.

De bepaling van lid 1 doet geen afbreuk aan de toepassing van de bijzondere bepalingen van deze overeenkomst die de datum van inwerkingtreding van bepaalde hoofdstukken of afdelingen van deze overeenkomst uitstellen tot een latere datum dan 1 januari 1999.

De bepaling van lid 1 doet evenmin afbreuk aan de toepassing van de bijzondere bepalingen of overgangsbepalingen van deze overeenkomst of van de overeenkomsten die ze wijzigt, die de werking van deze overeenkomst of van de gewijzigde overeenkomsten verlengen tot nà 31 december 2000.

